

**VILLE DE LA FERTE-BERNARD  
EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES**

**ARRETE N°25-741**

**REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT ET DE LA CIRCULATION  
CR n°2**

**Du 24 novembre au 23 décembre 2025**

**(Arrêté temporaire)**

Le Maire de LA FERTE-BERNARD,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, article L 2213,

VU l'article R 610-5° du Code Pénal,

CONSIDERANT la demande présentée par l'entreprise GC SERVICE FORESTIER (mandatée par AXIONE), demeurant lieu-dit Le Haut d'Aglet, 72600 SAINT-LONGIS,

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de réglementer le stationnement et la circulation sur le domaine public pour permettre à l'entreprise GC SERVICE FORESTIER de procéder à des travaux d'égavage au niveau du CR n°2, avant pose de la Fibre Optique, sur la commune de La Ferté-Bernard,

**ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** – Du lundi 24 novembre 2025, 8h00, mardi 23 décembre 2025, 17h00, l'entreprise GC SERVICE FORESTIER (mandatée par AXIONE) sera autorisée à occuper le domaine public, au niveau du CR n°2, sur la commune de La Ferté-Bernard, afin de procéder à des travaux d'égavage, avant pose de la Fibre Optique.

Le stationnement pourra être interdit au droit du chantier et la circulation pourra être réglementée par alternat avec panneaux B15/C18 ou K10, en cas de nécessité seulement, et selon l'avancement du chantier (chantier mobile).

La circulation des piétons devra être matérialisée afin de contourner le chantier en toute sécurité.

**ARTICLE 2** - La signalisation sera mise en place par le demandeur.

L'entreprise GC SERVICE FORESTIER doit :

- Se réserver l'emplacement nécessaire à l'aide de panneaux « Stationnement interdit ».
- Ceinturer le(s) véhicule(s) avec des cônes.
- Faciliter le passage des piétons.
- Afficher le présent arrêté à chaque extrémité du chantier.
- Rendre le domaine public en l'état d'origine.
- Libérer l'emprise sur le domaine public en cas d'interruption de chantier supérieure ou égale à 15 jours.

**ARTICLE 3** - Le présent arrêté sera affiché et publié dans la forme habituelle à la Mairie.

**ARTICLE 4** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de 2 mois à compter de la date d'affichage.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyen accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**ARTICLE 5** - Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie et Monsieur le Policier Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à la Ferté Bernard, le 21 novembre 2025

Le Maire,

**Didier REVEAU**

